

# REPONSE A L'APPEL DE MILLE MILITAIRES

*Jugeant qu'il y a péril en la maison France vingt officiers généraux de la deuxième section et plus de mille militaires en retraite ou du cadre de réserve ont lancé un appel aux instances gouvernementales. Voici sans esprit de polémique l'opinion émise à titre personnel par un groupe de citoyens qui ont en commun d'avoir servi à une période active de leur vie comme officiers dans l'une des trois Armées. C'est à ce titre qu'ils partagent une inquiétude concernant le présent et l'avenir de la France qu'à terme plus ou moins rapproché ils légueront à leur descendance, Ce faisant aucun ne revendique pour autant la représentation de l'opinion des militaires d'active ni ne suggère un quelconque engagement de la part de ces derniers, eux qui sont dédiés à servir activement et souvent au péril de leur vie leur nation considérée comme un tout*

*“L'heure est grave, la France est en péril, plusieurs dangers mortels la menacent.” (...)*

*“Aussi, ceux qui dirigent notre pays doivent impérativement trouver le courage nécessaire à l'éradication de ces dangers. Pour cela, il suffit souvent d'appliquer sans faiblesse des lois qui existent déjà. N'oubliez pas que, comme nous, une grande majorité de nos concitoyens est excédée par vos louvoiements et vos silences coupables.”*

Ces militaires font un constat que l'on ne peut que partager dans sa généralité mais apparaît plus discutable quand on en vient au choix plus précis des dits dangers. Quant à la solution pour éradiquer le grand péril, il apparaît n'être qu'un vœu pieux, En effet quand on veut soigner un mal il convient de distinguer les symptômes et la racine du mal proprement dite et donc de distinguer le traitement de confort comme disent les médecins du traitement curatif. Ils sont complémentaires. Le premier sans le second est inopérant et, le plus souvent, le second n'est pas humainement supportable sans l'apport du premier.

C'est dans cette approche que réside notre désaccord car si nous partageons la définition de ces dangers ils nous apparaissent comme les simples symptômes d'un mal plus profond à la racine duquel il convient de s'attaquer si l'on veut que la France survive. N'est-il pas illusoire de demander à ceux qui instillent le poison de façon probablement consciente et sans doute en toute sincérité de bien vouloir changer de seringue pour nous instiller le contre-poison ?

Dans sa grande majorité la classe politique de notre pays servie par un système parlementaire plus que séculaire a été depuis des décennies dévoyée par la haute finance qui détient les cordons de la bourse et la maîtrise des grands médias et qui décide donc de qui sera ou non élu, servie en cela par toutes sortes de relais que sont parmi d'autres Bilderberg, Davos, le CRIF et les fratries.

Cette classe politique que Jean Pierre Chevènement alors lucide avait qualifiée de pareille-au-même, servie par une administration solide et déférente, n'est là que pour faire exécuter les diktats de ceux qui

détiennent le pouvoir c'est à dire la haute finance, diktats relayés par l'organisation de la communauté européenne composée de plus de 25000 fonctionnaires qui n'ont été élus par personne mais sont investis de l'autorité que leur confèrent les traités.

Alors qu'il s'agisse d'immigration, de délitement de la nation et de la multiplication des zones de non-droit, de violence et de montée de la haine entre communautés, la classe politique aux manettes ne fait que suivre la feuille de route qui lui est dictée devant aboutir à la destruction de la nation très ancienne que nous sommes, obstacle symbolique au mondialisme montant qu'il convient de faire disparaître.

Ce qui met mortellement en péril la France, c'est tout simplement le libéralisme effréné qui est inscrit dans le marbre des traités dits européens se traduisant par la désindustrialisation du pays tout autant que par l'abaissement de notre langue, l'emploi du globish par les médias, la publicité envahissante et ...le chef de l'Etat lui-même, c'est aussi la destruction de l'outil de l'énergie nucléaire et la politique d'auto-flagellation au plus haut niveau et en toute occasion, c'est encore le délitement de l'éducation nationale et de la politique de santé publique, c'est enfin la mise en résidence surveillée de 66 millions de Français avec port obligatoire de la muselière.

C'est tout cela que souligne notre servile alignement sur la doctrine politique et militaire anglo-saxonne que concrétisent notre appartenance à l'OTAN et notre souveraineté perdue. Chers camarades militaires voilà ce que nous pensons être de notre devoir de vous répondre. Votre appel parle à juste titre de gilets jaunes. Et si c'était la voie qui permette enfin d'attaquer le mal à la racine tout en appliquant les mesures que vous préconisez pour le traitement de confort dont notre nation ressent un très urgent besoin ?

Rappelons cette brève citation du alors Président Charles De Gaulle : « *Les Français ont besoin d'un projet* ». En aucun cas d'une guerre civile.

Sous signature de

**Claude Gaucherand, contre-amiral (2S), Alain Corvez, colonel -Terre (er), Bernie Le Van Xieu, colonel-Terre (er) Jean-Marie Luras, colonel (Air) (er), Jean Marie Six IGA (2S), Jacques Hogard, colonel-Terre (er), Michel Debray, vice-amiral (2S), Olivier Frot, commissaire colonel-Terre (er) Michel Lucas colonel-Terre (er), Hubert de Gevigney, contre-amiral (2s) Philippe Bourcier de Carbon, capitaine de frégate (er), Vivian Gauvin lieutenant-colonel (Air) (er), Jean Baptiste de Fontenilles, colonel Terre (er), Regis Chamagne colonel (Air) (er)**